



Mesdames, messieurs les membres du CAEN

Déclaration liminaire des organisations syndicales FSU, CGT éduc'action et SUD Education

Ce CAEN se tient entre deux mobilisations soutenues par nos organisations. Celle du 25 novembre contre les violences faites aux Femmes, violences qui ne diminuent pas et qui nécessitent une vraie prise de conscience politique quant aux moyens à attribuer tant dans les droits des Femmes, leur protection, leurs conditions de vie, de travail, leurs salaires sous payés. Celle du 2 décembre, journée de grève interprofessionnelle qui reprend les mots d'ordre unitaires du 18 septembre et qui dénonce encore une fois le budget austéritaire du gouvernement. Aucune fonction publique n'est épargnée par ce projet : suppression de postes dans la fonction publique d'Etat dont plusieurs milliers à l'enseignement, diminution des dotations attribuées aux collectivités territoriales qui feront payer aux agent·es, aux associations le tour de vis budgétaire avec un air de déjà vu dans notre région, fermeture de lits à l'hôpital public et dans les EPHAD. À cela s'ajoutent le refus d'abroger la retraite à 64 ans, le gel des salaires des fonctionnaires et des pensions, les attaques sur le congé de maladie ... En appelant le 2 décembre, nos organisations syndicales entendent porter nos revendications de transformation sociale comme la retraite à 60 ans et 37,5 annuités, la hausse généralisée des salaires, des pensions, des minima sociaux, des prestations sociales, une véritable répartition des richesses et la taxation des plus riches par le rétablissement de l'ISF, l'instauration d'une taxation des actions et dividendes, la fin des aides aux entreprises sans conditions ... Les travailleur·euses veulent la fin du libéralisme autoritaire depuis trop longtemps au pouvoir, libéralisme autoritaire qui refuse le progrès social, la justice fiscale, la fin de la précarité et de la pauvreté ... La grève du 2 décembre est une étape précédant d'autres mobilisations interprofessionnelles ou sectorielles nécessaires dans la période.

Il est, pour nous, inconcevable de voir ces cadeaux continuer de tomber dans l'escarcelle du privé quand on voit les scandales qui touchent l'enseignement catholique ces derniers temps. Le climat de violences, de harcèlement, de coups installé pendant près de 40 ans au lycée St Stanislas de Nantes ne peut rester sans réponse de la part de la région. C'est pourquoi nos organisations syndicales demandent l'arrêt du versement des subventions régionales à cet établissement car cet argent, c'est celui de l'ensemble de tou·tes les contribuables des Pays de la Loire qui ne paient pas d'impôts pour apprendre que des enfants étaient battus, harcelés, martyrisés. Sur l'enseignement privé sous contrat, nous constatons et dénonçons depuis des décennies

les irrégularités notoires vis-à-vis de leurs obligations contractualisées par l'État. Depuis des années, l'enseignement privé s'en moque singulièrement et, au contraire, poursuit ses offensives idéologiques réactionnaires à la barbe même d'un État désorganisé. Les rapports successifs dévoilant les dérives systémiques de l'enseignement catholique, obligent aujourd'hui l'État à agir, en cohérence avec les lois s'appliquant à ces écoles, et invitent à rompre les contrats avec celles reconnues comme hors du cadre.

Le conseil d'analyse économique, loin d'être une officine gauchiste, propose une baisse du subventionnement des écoles sous-contrat, à hauteur de 50%, contre 75% actuellement (source : note du conseil d'analyse économique du 14 mai 2025). Ce ne peut être qu'une étape avant la nécessaire nationalisation de l'enseignement privé sous contrat. Nos organisations syndicales tiennent à rappeler que l'argent public doit aller aux services publics.

Enfin, nous profitons de ce CAEN pour interpeller M Martin, vice-président du Conseil Régional car nous sommes inquiet·es de certaines décisions qui préconisent l'externalisation de nombre de missions dans les lycées comme nous sommes inquiet·es du silence concernant le projet éducatif 2025-2030 ou bien face à la baisse de la DACF en 2026, combinée à la mise en place de nouvelles modalités de calcul fondées sur un seuil de 30 jours de fonds de réserve. Ce critère, totalement arbitraire et non exigé par la réglementation, fragilise durablement les établissements dans leur capacité à faire face à d'éventuelles situations de crise, dans un contexte national et international particulièrement instable.

Dans ce contexte, les établissements sont de plus en plus contraints à arbitrer entre des dépenses essentielles (chauffage, électricité, entretien) et l'achat de matériel pédagogique indispensable — équipements pour les travaux pratiques scientifiques, renouvellement des fonds du CDI, abonnements, matières d'œuvre pour les ateliers des lycées professionnels, et bien d'autres besoins encore. Une telle situation revient à placer les établissements devant des choix impossibles, au détriment de la qualité du service public d'éducation.

Nos organisations syndicales demandent aussi de mettre fin au contrat passé avec Le Crayon chargé de promouvoir l'orientation des lycéen·nes de notre région. Nous refusons de voir cautionner un média qui s'est notamment fait connaître pour avoir invité de nombreuses personnalités engagées à l'extrême droite : Julien Rochedy, ancien président des jeunes du Front national, Thaïs d'Escufon, ancienne porte-parole de Génération identitaire, Bruno Attal ancien policier syndicaliste, Eric Zemmour, Florian Philippot... Et si l'interview d'Emmanuel Macron peut servir d'alibi, nous n'oubliions pas que jusqu'en octobre 2025, P-E Stérim était donateur pour ce média. En tant que personnels de l'éducation nationale chargé·es de l'émancipation et de la construction de la jeunesse, nous refusons que les futur·es citoyen·nes de notre région soient confronté·es à un média dont les propos sont aussi éloignés de nos valeurs républicaines.

La politique éducative régionale, comme vous pouvez le comprendre aisément, nous interpelle et c'est pour cela que nos organisations syndicales demandent la tenue d'un CAEN extraordinaire sur cette question.